

Les opérations de vote dans les circonscriptions des 4ème, 6ème et 8ème arrondissements de Bangui

La participation était, avec l'organisation, une des grandes questions concernant le second tour de l'élection présidentielle qui a opposé, le 14 février dernier Faustin Archange Touadera et Anicet Georges Dologuélé. Dans l'ensemble, les reporters d'Elections Siriri déployés à Bangui et en province ont observé une meilleure organisation. Pour corriger et éviter au maximum les erreurs du premier tour, des dispositions ont été prises par l'ANE pour acheminer dans les délais les matériels, à savoir les isoiloirs, bulletins de vote, etc.

En revanche, l'on a noté moins d'engouement de la part des électeurs pour ce scrutin. A titre d'exemple, dans la 2ème circonscription du 4ème arrondissement de Bangui, certains bureaux de vote sont restés presque déserts jusqu'à la clôture du scrutin. Des raisons diverses et variées expliquent ce manque de mobilisation, selon certains observateurs. Ils pointent notamment le fait que lors du premier tour, en décembre dernier, certains électeurs munis de leur carte n'avaient pas pu voter car n'ayant pas trouvé leurs noms sur les listes affichées devant les bureaux de vote. Ils relèvent aussi que d'autres sont démotivés parce que leurs candidats favoris n'ont pas réalisé un bon score au premier tour. Mais la faible participation des électeurs à ce second tour s'explique aussi par des incidents plutôt inattendus. Dans la 1ère circonscription du 6ème arrondissement de Bangui qui compte

vingt (20) bureaux de vote, les opérations ont connu un retard considérable du fait du président du centre qui n'a pas vite distribué les listes électorales pour l'affichage. Pis encore, un membre du démembrement de l'ANE explique que la liste des dérogations des membres du bureau leur permettant de voter n'était pas disponible. Autre désagrément, selon le Superviseur dudit centre, l'électeur doit se munir de sa carte d'électeur et d'une pièce d'identité ou autre pièce justificative. Découragés, certains électeurs sont rentrés.

Les représentants des candidats à la présidentielle et aux législatives ont connu les mêmes difficultés, ils devaient, en plus du mandat, produire une pièce d'identité. Mécontents, ceux-ci ont exigé deux places de représentants par candidat dans un bureau de vote.

Il a fallu l'intervention du Commandant Oyono de la MINUSCA pour apaiser les esprits et ramener les électeurs à la raison. *"Il faut jouer au fair-play afin de ne pas salir l'image des deux candidats à la présidentielle qui ont fait montre de la démocratie en RCA, salué par l'opinion internationale. Lorsqu'il y a un problème, posons-le d'une manière humaine et responsable. De toutes les manières, vous aurez une solution à vos préoccupations..."*, a-t-il lancé à la foule. Du coup, la tension est retombée et le retard a été rattrapé à partir de 7 h15 mn.



Souléyman Ndiaye, à la tête des observateurs de l'Union africaine face à la presse (Photo R. Molenguéla)

Au Lycée privé Martin Luther King, dans le 8ème arrondissement de Bangui, les jeunes ont sauvé l'honneur en se rendant massivement aux urnes. Ici, Les opérations se sont déroulées en toute tranquillité dans ce centre qui compte huit (8) bureaux de vote comportant 481 électeurs pour les uns et 500 pour les autres.

Julio Salawane, Jocelyn Mossona et Gaël Ngouka Langandi

Le scrutin sous la haute surveillance des représentants des candidats

Bien que moins nombreux lors du scrutin du 14 février, les délégués des candidats n'en ont pas moins mérité leur place dans les bureaux de vote.



Sourire de deux adversaires et non des ennemis (Photo R. Molenguéla)

«Le passé corrige mieux que le présent », dit un dicton. Le scrutin groupé de ce dimanche 14 février 2016 s'est déroulé sous la très haute surveillance des représentants des candidats dans les différents bureaux de vote. « Les consignes données lors des sessions de recyclage par les formateurs de notre parti l'URCA ont été observées scrupuleusement pour barrer la route à toute forme de tricherie », a expliqué Simplicie Yabénome, représentant du candidat Anicet Georges Dologuélé dans l'unique bureau de vote de la Mairie de Bangui.

Au niveau du centre de vote du Lycée Barthélemy Boganda, composé de sept 7 bureaux de vote, la disponibilité, la vigilance, la réticence, sont autant de mots qui caractérisent le comportement des représentants des candidats tant à la présidentielle qu'aux législatives. « Nous étions arrivés très tôt ce matin dans notre bureau de vote, avant les membres de l'ANE. les membres de l'ANE ont ouvert devant tous les représentants des candidats les deux ur-

nes qui étaient toutes vides et installé l'isoloir. le président de notre bureau de vote, après vérification de nos différents mandats, a invité les électeurs à voter », a indiqué Mlle Larissa Nganafei, délégué d'un candidat aux législatives dans la 1ère circonscription du 4ème arrondissement. Même son de cloche chez un autre délégué de Faustin Archange Touadéra dans le bureau n°6 au centre de vote de l'Ecole l'Amitié qui affirme que : « tirant les leçons du 1er tour du scrutin du 30 décembre dernier, notre candidat et son staff ont décidé de ne

recruter rien que les enseignants pour le représenter dans les différents bureaux de vote. C'est à ce titre que j'étais recruté et formé et me voici à l'œuvre. Je suis arrivé dans mon centre à 5h 30 mn, le bureau est ouvert en ma présence, même chose pour les urnes et les opérations de vote ont démarré après les quelques formalités de routine remplies. Je dois rester vigilant durant le déroulement du scrutin jusqu'au dépouillement afin de m'assurer de toutes les éventualités et la transparence, et d'en dresser un rapport fiable pour mon candi-

dat », a-t-il précisé.

Selon Béfio Toyamanaké, président du bureau n°5 du centre Barthélemy Boganda, *«le scrutin s'est déroulé dans un climat apaisé. J'apprécie le comportement responsable des représentants des différents candidats. Ils étaient à la hauteur de leur tâche et c'est ce qui nous a permis de faire le dépouillement dans des conditions idoines.»*, a-t-il martelé, ajoutant : *«ces représentants sont encore là pour nous accompagner dans l'acheminement de toutes les urnes du centre de vote du lycée Barthélemy Boganda vers le démembrement local de l'ANE qui se trouve à la mairie du 4ème arrondissement, à quelques encablures dudit centre, puisqu'il n'y a aucun véhicule pour transporter ces urnes, nous les avions transportés sur nos têtes.»*, a-t-il déploré.

Pour la réussite de ce scrutin, plus de 1200 délégués des candidats à la présidentielle ont suivi une formation, grâce à l'appui financier et technique du National Democratic Intenational (NDI).

Ghislain Ngoyo

Certificat de réussite

L'autorité nationale des élections (ANE) est cette institution qui a la lourde charge d'organiser les élections en Centrafrique et d'en proclamer les résultats provisoires. Cette mission déjà difficile en temps de paix devient extrêmement délicate et ressemble à une bombe à retardement en temps de crise, aussi petite soit elle. La violence multiforme que traverse le pays depuis déjà une dizaine d'années avec son cortège de malheurs est telle qu'organiser une consultation populaire, démocratique et libre dans de telles conditions ressemble à une mission suicidaire. Cette structure étatique qui a déjà vu deux de ses membres originels jeter l'éponge au beau milieu de la route est décriée, vilipendée et traitée de tous les noms d'oiseau depuis que le processus électoral post-conflit a démarré : des opérations de recensement d'électeurs jusqu'au double scrutin du 30 décembre dernier.

Editorial

A tort ou à raison, bon nombre d'acteurs principaux continuent de jeter le discrédit sur l'ANE : pour ces derniers, l'institution que préside Madame Madeleine Hoornaert Nkouet *"a échoué dans sa mission"*. La grosse tricherie et autres manquements graves qui ont émaillé le double scrutin du 30 décembre n'avaient pour seul médicament que l'annulation pure et simple des législatives pour calmer certains esprits déjà surchauffés. En suspendant dix sept de ses membres pour faute grave, l'ANE fait son mea culpa et fait au passage preuve d'humilité. Cette sagesse a porté ses fruits : l'honnêteté intellectuelle voudrait qu'on reconnaisse que le double scrutin de dimanche passé (2è tour Présidentielle et 1er tour législatives) est un succès même s'il est permis de lui coller un *"Peut mieux faire"* en caractère gras.

On n'a pas enregistré de cas de fraude majeure avant et pendant le scrutin de dimanche, on n'a pas signalé des cas de vente de cartes d'électeurs comme en décembre, des individus n'ont pas voté sans la carte d'électeur même si des informations officielles émanant de l'ANE étaient par moment différents d'un centre de vote à l'autre... Et, à l'arrivée, des élections organisées dans des conditions acceptables comme pour paraphraser nos amis observateurs internationaux venus nombreux superviser ce qui est considéré comme les élections de la dernière chance pour notre pays. En d'autres termes, un certificat de réussite à délivrer à l'ANE. Aux dernières nouvelles, les premiers résultats provisoires de différents bureaux de vote vont tomber incessamment et dans tous les états majors de candidats, les calculettes occupent toutes les tables pendant que les militants croisent les doigts espérant la victoire de leur champion.

Gilbert Mbakop

Dans un élan de paix

Les électeurs font encore preuve de discipline et votent dans le calme



Une file d'attente devant un bureau de vote dans la capitale

(Photo: R. Molenguéla)

Le comportement des électeurs pendant le second tour de la présidentielle et le premier tour des législatives indiquent clairement que les centrafricains ont hâte de mettre un terme à un passé fait de turbulences et de deuils. Tant à Bangui que dans l'arrière-pays, tous les correspondants de Elections Siriri ont fait état de la ponctualité des électeurs qui, pour certains, ont commencé à envahir les bureaux de vote aux environs de 5 heures du matin. Ils ont également fait mention de ce que le vote s'est déroulé sans bousculade comme cela a été constaté le 30 décembre dernier. Même dans l'après midi, les électeurs continuaient à se rendre aux urnes.

Toutefois, la situation n'est pas la même dans toutes les localités. A Mbaïki, Kaga Bandoro, Bozoum et Yaloké, entre autres, il a été signalé un fort taux de participation, même s'il faut noter un incident dans cette dernière ville : des perturbateurs qui voulaient influencer le vote d'une vieille dame ont été pris en flagrant délit et conduits à la gendarmerie. D'autres incidents ont été signalés à Bouar, précisément au centre de vote du Camp Leclerc où certains électeurs qui ont exprimé

leur suffrage le 30 décembre dernier sur présentation de leur récépissé ont été empêchés de voter cette fois-ci. Mécontents, ils ont quitté les lieux en maugréant.

A Kaga bandoro, beaucoup d'électeurs ont déploré le fait que les isoiloirs étaient exposés, laissant voir celui ou celle qui faisait son choix.

Aucun coup de feu n'a été entendu dans les villes sous contrôle des forces non-conventionnelles comme Kabo, Batangafo, Bambari, Mbrès, Moyenne Sido, Ndélé et Birao, ce qui a permis aux électeurs de se déplacer dans le calme. Un commandant de l'ex-Séléka de Kabo a confié avoir donné des consignes à ses éléments pour soutenir le processus. Si les manquements du 30 décembre 2015 ont été corrigés, la participation à la mi-journée a été faible, comparée à celle de décembre 2015.

Dans tous les cas, en provinces, tout se passe dans la joie, et la sécurité est valablement assurée par les forces de défense et de sécurité de la RCA appuyées par des éléments de la MINUSCA.

Frédéric Mbomba et Frédéric Mégnet Me Ntonga

La Sécurisation des Centres de vote de l'école Sica 2 et de la Jeunesse Pionnière nationale (JPN)



Un véhicule de la Minusca dans un centre de vote du 8ème arrondissement de Bangui (photo S.P. Ndouba)

Les violences et intimidations enregistrés lors du scrutin du 30 décembre 2015 ont conduit à renforcer la présence des forces nationales et internationales dans certains centres de vote le dimanche 14 février.

Le centre de vote de l'école Fatima Garçons, situé dans le 6ème arrondissement a parfaitement illustré la stratégie de sécurisation des centres mise au point. Une quinzaine de casques bleus et une dizaine d'éléments de la police et de la gendarmerie centrafricaines étaient visibles dans l'enceinte de l'école. Aux alentours du centre, pas moins de trois chars blindés de la Minusca ainsi qu'un pick-up de la police

ont pris position.

Ce dispositif mis en place dans différents centres de vote avant le déploiement des kits électoraux n'a pas suffi à dissuader certains électeurs malintentionnés. un jeune homme d'une trentaine d'années qui tentait de fuir après avoir échoué à voter 2 fois à l'école Sica2 a été maîtrisé et transféré à la Gendarmerie nationale pour audition.

Ce qui a permis aux éléments de la Police centrafricaine et de ceux de la Minusca de boucler les périmètres et d'être plus proches des portes d'entrée en vue d'avoir un regard rassurant sur le déroulement des opérations. Interrogé par *Elections Siriri*, joël Arsène

Gbobetidowé, président du Bureau de vote de l'école Sica2 s'est réjoui de ce que «*Sous le contrôle vigilant des forces de l'ordre, l'opération se déroule à merveille et nous travaillons en parfaite harmonie avec des candidats*». Néanmoins, Il y a eu des cas de perturbation qui s'étaient produits mais qui aussitôt ont été maîtrisés par la force

en place. La conduite des matériels vers le centre local des opérations électorales a connu une sécurisation à la hauteur des attentes. Si les dérapages enregistrés le 30 décembre 2015 appartiennent au passé, cela doit être mis à l'actif des concepteurs du plan de sécurisation du dernier scrutin. Lors de la dernière rencontre des candidats, au palais de la CEMAC, le chef d'Etat Major de la force Onusienne en Centrafrique, le Général Balla Kéita, a rassuré le peuple centrafricain en général et en particulier les candidats de la disponibilité et la nouvelle donne de sécurisation des centres de vote mise en place par l'institution dont il a la charge.

Anicet Lappel et Auconfort Morouba

Femme et élections

Les femmes demeurent minoritaires parmi les votants

Au Nord de la capitale et dans le 8^{em} arrondissement, au centre de vote n°2 de la dite circonscription, à l'enceinte de l'Ecole St Jean de Galabadjia, une des écoles de l'église catholique il y a 11 bureaux de vote et une forte participation des hommes contrairement aux femmes qui ont pris part au scrutin du 14 février 2016.

Devant chaque bureau de vote dans ce centre, on trouve des hommes et des femmes qui font la queue pour aller voter. Cependant, force est de constater que les femmes sont nettement minoritaires parmi cette foule d'électeurs.

"Ce vote m'a donné l'occasion de me prononcer sur le choix de nouvelles autorités de notre pays d'abord et ensuite de contribuer au processus de la paix et de la cohésion sociale",

a relevé Pour sa part Mme Madeleine Kogbia, une enseignante de la petite enfance à l'église des frères de Galabadjia. Elle a poursuivi en disant que l'émergence de la RCA dépend de sa participation au vote en tant que citoyenne. "Car dans le 8^{eme} arrondissement pour ne pas dire dans tous les arrondissements de Bangui, les femmes et les enfants ont beaucoup souffert et l'heure est venue pour s'exprimer sur le devenir de notre pays".

Mlle Betty Douté, étudiante en hôtellerie, souligne que « voter signifie apporter son choix pour les nouveaux dirigeants du pays ». Elle continue en prenant le cas des femmes cultivatrices, rurales ont beaucoup souffert et ont subi négati-

vement les effets de cette crise qui a freiné leur "émergence dans tout le pays". Elle espérait que la stabilité du pays pourra permettre à ces femmes de vaquer librement à leurs occupations. Bien que certaines aient voté, d'autres ont fait l'école buissonnière, à l'exemple de Noël-la Zoumadé. Elle affirme qu'elle n'a pas pu voter pour la simple raison qu'elle n'a que le récépissé d'enregistrement et vue l'instabilité que traversait le pays, elle ne sait où elle a mis son acte de naissance.

Signalons qu'au vu de cette situation, il s'avère nécessaire de reconnaître que des efforts restent à faire pour l'émergence de la femme centrafricaine.

Prudence Yamété

M.P.J
Maison de la Presse et des Journalistes - RCA

Depuis un mois et deux semaines, elle a mis sur pied une synergie des médias (radio, télé, presse écrite et presse en ligne) pour accompagner le processus électoral.

Ce projet, temporaire, est réalisé en partenariat avec l'OMCA, et l'ARC avec l'appui financier de la MINUSCA et du PNUD.

**Sise Avenue de l'Indépendance
Derrière le Ministère des Transports
Tél: +236 75 04 28 06/72 55 01 05
Email:**

LA MAISON DE LA PRESSE ET DES JOURNALISTES (MPJ) est une structure dédiée au renforcement de la solidarité entre les professionnels des médias centrafricains pour plus de professionnalisme et de promotion de la liberté de presse !

Elections siriri
Bulletin d'information sur le processus électoral

Tél: 72 70 09 04/ 75 32 4078
Courriel: spndouba@yahoo.fr
Un projet de la MPJ, réalisé avec l'appui technique de : OMCA, ARC, RJDH et financier de la MINUSCA et du PNUD

Rédacteur en chef:
Simon Pierre Ndouba
Red. adjoint : Simplicie Doayouane

Relecture :
Marcel D Gazikolguet

Secrétaire de rédaction :
Armel Paul Ouakola (MPJ)

Ont collaboré à ce numéro :
Sébastien Lamba (ACAP), Gilbert Mbakop (Sango Ti Afrika), Julio Salawane (Le Facteur), Guy. Masseroang, Frédéric Mégnet me Ntonga, Prosper Yaka Maïdé, etc

Montage graphique:
Gilbert Mbakop

Impression: Maison de la Presse et des Journalistes (MPJ)

« La sécurité est la responsabilité de tout le monde »

Au cours de sa ronde sur le terrain sécuritaire, Luis Carrilho, le Commissaire de police de la Minusca, s'est arrêté dimanche à 16 heures à la Maison de la Presse et des Journalistes. La rédaction de *Elections Siriri* lui a tendu son micro. Il fait le point sur le volet sécuritaire au sujet du double scrutin de dimanche dernier.



Luis Carrilho (photo R. Molenguela)

Nous sommes à une demi-heure de la clôture du scrutin, quel bilan pouvez-vous donner en matière de sécurisation des centres de vote de Bangui et des villes de provinces?

Au niveau sécuritaire, les informations que nous avons sont très positives, ici à Bangui et dans l'arrière pays. Je viens aussi d'en parler avec mes camarades et frères, les directeurs généraux de la Police et de la Gendarmerie. Je suis toujours en contact avec les policiers et les militaires de la Minusca. Je peux vous rassurer que le bilan est positif. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu de petits incidents ou de petits soucis. J'ai eu la possibilité de visiter presque tous les arrondissements de la capitale.

La population a voté en paix et en sécurité. Il faut maintenant laisser les institutions travailler. Il faut attendre la fin aujourd'hui du processus électoral au niveau du centre de vote. Ce que je peux dire, c'est que la police de la Minusca en partenariat avec les collègues militaires de la Minusca et de la Sangaris mettront tout en œuvre pour soutenir les forces intérieures centrafricaines, la police et la gendarmerie nationales pour avoir un meilleur futur pour les enfants du pays. Il faut savoir que dans une

démocratie, ce sont les élections qui font cette démocratie. Le représentant démocratiquement élu a une légitimité pour décider sur le futur du pays, et le futur du pays, tout d'abord c'est la sécurité, comme dans tous les pays du monde, qui est au centre, ensuite vient le développement économique et social.

Pour être plus précis, aviez-vous des informations sur la situation sécuritaire venant des zones dites chaudes telles que Batangafo, Kaga-Bandoro ou Paoua où les forces non conventionnelles règnent en maîtres ?

Je ne veux pas stigmatiser aucune région, les Forces internationales ainsi que les forces nationales ont été présentes dans tout le pays dans un plan de sécurité intégré. et, les informations que j'ai en ma possession sont des informations très très positives au niveau du processus électoral aujourd'hui. J'ai eu la possibilité aussi de parler avec les bureaux de la Minusca à l'intérieur du pays qui sont en contact avec les autorités adminis-

tratives locales et les informations que j'ai eues, tout s'est bien passé au niveau du processus électoral. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu de petits problèmes, mais il faut faire confiance aux institutions nationales, il faut faire confiance à l'Autorité Nationale des Elections qui est en première ligne avec la responsabilité d'organiser et de veiller au déroulement normal du processus électoral et après tous les autres.

A notre niveau de la police de la Minusca et partenaires nationaux et internationaux, nous sommes présents. Ce que je demanderais à tous les acteurs électoraux, c'est d'avoir un discours d'apaisement. Les armes et la violence ne nous amènent jamais à une vie normale. Nous sommes tous engagés, forces nationales et internationales pour aider les autorités centrafricaines à arriver à une sécurité consolidée.

Vous confirmez qu'aucun incident majeur n'a été enregistré lors de ce scrutin. comment expliquez-vous cela? Est-ce que cela vient des dispositions que vous avez prises ou bien c'est l'attitude de la population ?

La sécurité est la responsabilité de tout le monde. D'abord, celle de la population, ensuite celle des forces de sécurité intérieure et internationale qui se trouvent sur le terrain. Ce que nous avons constaté aujourd'hui, il y a eu de petits incidents, bien sûr, mais ces incidents n'ont aucunement affecté le processus électoral. Il y a eu des cas d'omission de noms de certains électeurs sur la liste. Ces mécontents dont le nombre n'est pas considérable ont essayé de perturber un tout petit peu le déroulement du scrutin. Mais tout est vite rentré dans l'ordre grâce à la présence des forces de sécurité intérieure, des policiers de la Minusca et des forces de la Sangaris. C'est une occasion pour moi de féliciter les forces de sécurité inter-

nes pour leur sang-froid et leur professionnalisme dans la prévention et la gestion des incidents pendant tout ce processus électoral.

Quelle différence faites-vous entre le scrutin du 30 décembre 2015 et celui du 14 février ?

Nous avons vécu le démarrage du processus électoral avec le référendum électoral. Le référendum électoral a été extrêmement difficile. je donne un exemple. Le 3e arrondissement de Bangui où la population a été menacée par une tierce personne qui ne veut pas la paix a demandé de voter sous le feu. Après nous avons sécurisé la zone, ce qui a permis aux électeurs de ces circonscriptions de voter en toute quiétude.

Lors du 1er tour de la présidentielle et des législatives, nous avons amélioré notre dispositif sécuritaire, ce qui a permis à la population d'aller massivement voter. La population a montré qu'elle veut s'impliquer sur le destin du pays. C'est cette synergie qu'il faut capitaliser pour le futur. Il faut motiver tout le monde. Les élus ont une très grande responsabilité parce qu'ils ont été élus pour servir le pays, pour représenter toute la population sans exclusive. il y a un grand chemin à faire, de consolidation de la liberté de circulation, de consolidation de la vie en paix. Il y a encore beaucoup d'armes qui sont entre les mains des personnes qui n'ont pas le droit de les porter. Les seules personnes qui doivent avoir le droit de porter les armes sont les forces étatiques. L'autorité de l'Etat doit être respectée. Au niveau de la justice, il y a encore trop d'efforts à faire. Nous sommes là, en synergie, pour aider la Centrafrique à se relever. je suis convaincu que cela sera une réalité dans les prochains mois.

Propos recueillis par Prosper Yaka Maïdé. et Gilbert Mbakop

Un lieutenant de la gendarmerie confisque l'outil de travail d'une journaliste dans un bureau de vote

Elle est la seule femme journaliste de la presse écrite au sein de la rédaction d'*Elections siriri*, le Bulletin d'information sur le processus électoral produit par la *Synergie des médias*. Elle est aussi la seule journaliste qui a rencontré des ennuis dans le cadre de son travail le jour du scrutin. Prudence Yamété, puisqu'il s'agit d'elle, a vu son outil de travail confisqué par un élément de la gendarmerie nationale. Dimanche dernier, jour du scrutin, vers 10 heures dans l'un des onze bureaux qui compte le Centre qu'abrite l'Ecole Saint-Jean de Galabadjia, des citoyens à qui on a refusé de voter étaient sur le point de manifester leur colère et

cela ne pouvait laisser la journaliste indifférente et présente sur les lieux. Tout est parti sur l'«*information*» circulant dans ce centre de vote selon laquelle personne, quoique porteur d'une carte d'électeur aussi valable soit elle, ne peut voter si elle n'est munie d'une autre pièce d'identification. Ce qui n'était pas du goût de tout le monde. Les mécontents avaient déjà commencé à créer le désordre ; et en bonne journaliste accréditée, Prudence Yamété avait bien voulu, recueillir leur amertume au moyen de son dictaphone. Mais elle s'est ravisée par la suite.

Entre temps, un certain lieutenant

Lapo, qui faisait partie des éléments de la gendarmerie nationale en faction dans ce centre de vote s'est bien illustré à sa manière en pénétrant dans le bureau de vote pour intimiser l'ordre au président de laisser voter les porteurs de carte d'électeur, avant d'ajouter : « *c'est des consignes que je viens de recevoir de mon chef hiérarchique.* » Après quoi, l'officier de la gendarmerie se tourne vers la journaliste qui portait bien au cou son badge d'accréditation (N°8226) délivré par l'Autorité nationale des élections (ANE) et lui arrache violemment son enregistreur au motif qu'elle a « *enregistré ses propos* ». Après moult explications de la

jeune femme l'assurant du contraire et l'intervention de toute l'équipe de journalistes de la *Synergie des médias* venant au secours de leur jeune consœur, l'homme en tenue s'est montré intransigeant et a transmis l'outil de la journaliste à la Section de recherches et d'investigations (SRI) où sa présence est exigée, dit-on, avant de lui restituer son appareil. Les journalistes de la *Synergie des médias*, lors de leur conférence de rédaction, hier à la Maison de la Presse et des Journalistes et, ont décidé de donner une suite judiciaire à cette affaire.

Gilbert mbakop